

RAPPORT

DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LA REVUE DES POLITIQUES PUBLIQUES
RELATIVES À LA SANTE ET L'HYGIENE MENSTRUELLE

Préparé par Mme Aminata Tooli FALL, Lartes-IFAN

Le dialogue politique de haut niveau sur la revue des politiques publiques relatives à la santé et l'hygiène menstruelle a eu lieu le 09 Décembre 2020 à l'Hôtel King Fahd à Dakar. L'objectif de cette rencontre a été de présenter les résultats de la revue des politiques publiques relatives à la santé et l'hygiène menstruelle menée conjointement pour le Conseil de Concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) et l'Université Columbia, de New York, en partenariat avec la Fondation Pathfinder pour le Sénégal. Cette revue, première du genre, a porté sur l'analyse du contenu des politiques publiques récentes adoptées en matière de santé menstruelle, leurs modalités de mise en œuvre et impacts, les groupes ciblés et les groupes oubliés. Elle a permis également d'effectuer une analyse approfondie du processus ayant mené à l'adoption de ces politiques en particulier dans quatre pays : les États-Unis d'Amérique, l'Inde, le Kenya et le Sénégal.

Le dialogue politique de haut niveau a constitué une opportunité pour non seulement présenter les résultats de la revue aux décideurs politiques, aux groupes cibles, aux chercheurs et autres importantes parties prenantes, mais également identifier les prochaines étapes pour l'amélioration des politiques et pratiques et une meilleure prise en compte des besoins des femmes et des filles. Il s'est agi d'approfondir la réflexion sur comment impulser un changement durable global à un niveau macro à travers des politiques publiques pertinentes et une recevabilité accrue dans la formulation et l'utilisation des budgets.

La réunion de haut niveau s'est tenue en mode présentiel et Web streaming en live sur Zoom coordonnée par Mr Joe Marone, journaliste, spécialiste TIC formateur en communication digital et animée par le Professeur Abdou Salam Fall du Laboratoire de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales (LARTES-IFAN).

La table ronde a réuni d'éminents experts dont le Dr. Ababakar Mbaye, Directeur de l'assainissement, et représentant du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement; Mme Astou Diouf Guèye, Directrice de l'équité et l'égalité du Genre et représentante du Ministre de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants; Mme Yaikah Joof, Directrice de Child Fund Sénégal-Gambie; Mme Amy Sakho, Chargée des programmes de l'Association des Juristes du Sénégal (AJS) et Mme Awa Diassy représentante de l'Association Santé Mobile (Kolda).



Cérémonie d'ouverture

Après la présentation de l'agenda validé par les panélistes, le modérateur Professeur Abdou Salam Fall a démarré les travaux en introduisant les intervenants de la cérémonie d'ouverture: M. Ibrahima Basse, Administrateur de la Fondation PathFinder; Mme Rockaya Aïdara du Conseil de Concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) et Mme Mingué Ndiaye Gacko, Coordinatrice de la cellule Genre du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

En souhaitant une cordiale bienvenue aux participants, l'Administrateur de la Fondation PathFinder M. Ibrahima Basse s'est réjoui de la présence des acteurs représentant les secteurs WASH, les agences des Nations Unies, le secteur privé ainsi que les partenaires techniques et financiers. M. Basse a rappelé que la santé menstruelle est une question fondamentale de droit humain et de droit à l'assainissement. Il a par ailleurs insisté sur l'importance de rompre le silence autour de la question de l'hygiène menstruelle ainsi que de faire l'état des lieux de la mise en oeuvre des politiques WASH. D'après M. Basse, le nombre de jeunes filles ayant abandonné leurs études face à l'inadaptation des structures d'assainissement ainsi que le nombre de femmes tombées malades en raison de leur santé menstruelle sont des questions vitales pour la santé des filles qui doivent susciter des mesures incitatives en faveur de l'amélioration de la santé menstruelle des jeunes filles et des femmes.

Ensuite, Mme Rockaya Aïdara du WSSCC est revenue sur les initiatives, actions et programmes menés par le WSSCC en faveur d'une meilleure gestion de l'hygiène menstruelle. Elle s'est également félicitée du dialogue fructueux avec toutes les parties prenantes qui luttent pour que les droits humains des femmes et des filles soient davantage pris en compte dans le cycle de leur vie. Après avoir remercié les experts et participants au premier groupe de travail technique sur la revue des politiques avec des experts de haut niveau, Dr. Inga Wickler de Columbia

University ainsi que les membres des groupes nationaux sahéliens, Mme Aïdara a invité les acteurs à s'approprier les résultats de l'étude et alimenter le débat.

« Si la vie doit continuer, les filles doivent pouvoir gérer leur menstrues ».

Mme Mingué Ndiaye Gacko, Coordinatrice de la cellule Genre du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale est revenue sur la nécessité d'inclure la gestion de l'hygiène menstruelle dans les programmes et politiques publiques. Mme Gacko a également souligné que depuis 2014, des agents du Ministère de la santé dont les coordonnatrices des cellules genre ont été formées en partenariat avec ONU Femmes sur la gestion de l'hygiène menstruelle. Dans un contexte de pauvreté et un secteur informel large, les femmes restent chez elles plusieurs jours et ne peuvent pas vaquer à leurs activités économiques leur permettant de nourrir leurs familles. En effet, dans les marchés ainsi que dans la majorité des espaces publics, les toilettes sont souvent impraticables. Ainsi, d'après Mme Gacko, c'est le rôle de l'Etat de mettre en place des toilettes propres et séparées, prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et surtout les couches vulnérables telles que les femmes handicapées. Mme Gacko a conclu son allocution d'ouverture en rappelant que l'hygiène menstruelle est une question de droit humain et qu'il faut accompagner les femmes afin que le débat soit ouvert. En conclusion, il faut oser en parler et associer les hommes dans la lutte.

Suite à la cérémonie d'ouverture, M. Joe Marone a rappelé les règles de séance. Il a donc invité les participants à mettre les téléphones sur mode silencieux. Il a également souligné que plusieurs participants étaient connectés en ligne de plusieurs pays notamment l'Inde, le Kenya, les Etats-Unis, la sous-région etc. Des images et vidéos ont également été partagées simultanément sur les réseaux sociaux. Les participants connectés via zoom ont été invités à poser des questions qui ont été transmises aux panélistes.



Dr Marie Khemess Ngom Ndiaye, Directrice Générale de la santé Publique, Ministère de la santé du Sénégal

Présentation de l'étude par Dr. Ingla Wickler, Columbia University

« Nous ne brisons pas le silence au-delà de l'environnement familial. La stigmatisation ne se résume pas au silence »

Dr. Ingla Wickler a exprimé son plaisir de partager les résultats de l'étude. Elle a par ailleurs remercié le WSSCC, Pathfinder ainsi que tous les acteurs qui ont contribué à l'étude.

D'après l'étude, de plus en plus de pays élaborent des cadres législatifs et politiques sur l'hygiène et la santé menstruelle. Les politiques couvrent différents aspects tels que la fourniture de produits menstruels pour les groupes de population spécifiques, l'extension des installations sanitaires pour répondre aux besoins menstruels et les campagnes d'information et d'éducation. Les chercheurs de l'étude ont exploré les processus, les déclencheurs, les moteurs et les opportunités qui ont conduit à l'élévation de la santé menstruelle au niveau politique. Ils se sont particulièrement intéressés aux voix, intérêts et besoins de ceux qui sont marginalisés dans ces politiques et les processus menant à leur adoption, et l'influence de la formulation des politiques tant en termes de portée que de populations ciblées. Les chercheurs ont donc procédé à un examen axé sur les processus éclairés par les principes des droits de l'homme que sont la participation, la non-discrimination et l'égalité réelle. Il s'y ajoute la responsabilité ainsi que les garanties substantielles des droits de l'homme dans quatre pays sélectionnés : l'Inde, le Kenya, le Sénégal et les États-Unis.

La présentation de Dr. Wickler a tourné autour des résultats principaux de l'étude ainsi que les témoignages des répondants des entretiens au sujet de la forte stigmatisation autour des menstrues.

“Parce que si le côté technique (l'accès à l'eau et à l'assainissement) tout est vraiment là alors que les tabous sont toujours-là, si la stigmatisation est là, les femmes ne vont jamais utiliser ces ouvrages d'assainissement...et ne vont pas oser en parler.” témoigne un participant du gouvernement sénégalais.

Dr. Wickler a également insisté sur le besoin d'étudier l'évolution des besoins des femmes durant leur cycle de vie, afin d'accorder plus d'attention à la ménopause et autres étapes importantes dans leurs vies ayant un impact sur leur épanouissement et bien être. En effet, l'étude est principalement axée sur la cible des filles adolescentes. Elle a démontré l'importance d'une vision plus globale incluant une plus grande diversité de points d'entrée. De plus, l'une des conclusions de l'étude est la nécessité de passer de l'hygiène à la santé menstruelle et de relever le défi d'aborder la menstruation comme un problème de santé publique. Même si l'on note une évolution favorable de la question, la stigmatisation demeure un frein à la prise en compte des besoins des jeunes filles et des femmes dans l'élaboration des politiques publiques. L'étude montre en effet, que malgré l'engagement «de ne laisser personne de côté », différentes formes de marginalisation persistent.

L'étude a mis en lumière plusieurs aspects de la gestion de l'hygiène menstruelle qui alimenteront le débat autour de la question. La version finale de l'étude sera partagée avec l'ensemble des acteurs en vue d'une large diffusion et de fructueux échanges autour des questions primordiales relatives à l'amélioration des conditions de vie des jeunes filles et des femmes.

Echanges autour de l'étude

A la suite de la présentation de l'étude, le modérateur a sollicité les réactions des participants. M. Oumar Touré, Administrateur adjoint de Pathfinder, a souligné l'importance du panel et insisté sur le silence autour de la question de l'hygiène menstruelle qu'il considère comme un blocage avec des conséquences incommensurables sur la santé des femmes. En effet, la santé menstruelle peut empêcher une importante frange de la population de continuer à poursuivre les études. D'après M. Touré, les autorités de la santé et l'hygiène ont du travail à faire car la méconnaissance de cette problématique a des conséquences néfastes et demeure un frein. M. Touré a poursuivi en affirmant qu'il faut informer les hommes car ils sont des acteurs décisifs car plus ils sont informés, plus ils se saisiront de l'ampleur de la question.

Mme Marthe Eugène Khady Diallo, participante venant de la région de Louga (Centre-Nord) impliquée dans le développement local a ensuite pris la parole pour d'abord exprimer toute sa satisfaction pour le processus et, ensuite, salué la collaboration avec le WSSCC qui a fait d'elle une formatrice en gestion de l'hygiène menstruelle. Ce leader associatif a également apprécié la présentation de l'étude et rappelé l'importance du débat autour de l'épanouissement et le bien être des femmes. Sa question tournait autour de la pertinence d'introduire d'autres ministères car, d'après elle, la santé et l'hygiène menstruelle ne concernent plus que les adolescentes puisqu'on parle maintenant de genre, de personnes handicapées et de groupes vulnérables.

Mme Salimata Ba, représentante du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a également posé la question de la gestion des déchets menstruels afin de savoir si elle a fait l'objet d'investigations dans le cadre de l'étude.

Dr. Ingler Wickler a ensuite apporté des réponses aux questions soulevées par les participants en commençant par celle sur la possibilité d'introduire d'autres ministères. Mme Wickler a affirmé qu'il faut en effet engager un dialogue avec une plus grande diversité d'acteurs. Cependant, elle a noté le risque que la responsabilité se perde et que cela affecte le suivi. Elle a par ailleurs rappelé qu'il existe des opportunités de partenariat et que l'enjeu reste la capitalisation. D'après Dr. Wickler, il est important à ce stade de s'assurer d'institutionnaliser la gestion de l'hygiène menstruelle et mener une réflexion sur les responsabilités à assigner aux différents acteurs. Elle a noté également qu'il y a des raisons d'être optimiste quant à l'internalisation de l'agenda global de l'hygiène menstruelle car dans tous les entretiens menés

dans le cadre de l'étude, un fort engagement a été observé ainsi qu'une grande implication des hommes.

A la question sur les déchets menstruels, Dr. Wickler a répondu en révélant que dans plusieurs entretiens, la réutilisation et le lavage des produits menstruels ont été mentionnés. La gestion des déchets menstruels est une partie intégrante de la politique de gestion de l'hygiène menstruelle, cependant, des défis demeurent sur le plan pratique.

En outre, Dr. Wickler a rappelé que les répondants de l'étude ont exprimé l'importance du passage à l'échelle des actions menées dans le cadre de la lutte pour l'amélioration de l'hygiène menstruelle des jeunes filles et des femmes. Les travailleurs du secteur informel, les résidents des quartiers informels, les populations des zones éloignées, les populations indigènes ainsi que les groupes marginalisés font face à plusieurs défis liés à la gestion de ces déchets.

Le modérateur a rebondi sur une question à l'endroit des chercheurs de Columbia University concernant les éléments déclencheurs qui ont conduit des pays comme le Kenya et l'Inde à développer des politiques en faveur de la santé menstruelle. Le modérateur a demandé dans quelle mesure ces initiatives sont applicables au Sénégal et quelles seraient les recommandations tirées de la recherche au Sénégal.

Dr. Wickler a répondu qu'il y a plusieurs éléments déclencheurs qui ont mené à l'introduction de politiques d'hygiène menstruelle dans les différents pays. Le biais réside dans le choix d'un point d'entrée restreint et par conséquent une vision réduite. Cependant, outre le point d'entrée, le besoin d'avoir une compréhension approfondie de l'hygiène menstruelle et des normes sociales y relatives reste le point primordial de l'étude. Des initiatives prometteuses ont été notées en Inde, au Kenya et au Sénégal avec de nouveaux acteurs et de nouvelles associations qui travaillent sur des questions telles que l'endométriose. Le déclenchement s'est passé mais il faudra à présent réfléchir à la mise en place d'une politique compréhensive.

En conclusion, la réflexion doit tourner autour des questions essentielles suivantes : (i) qui doit être impliqué? (ii) quel est le degré d'engagement nécessaire? (iii) comment propulser la conversation? et enfin (iv) quels sont les besoins en termes d'hygiène menstruelle au cours du cycle de la vie? Il faudra donc des efforts concertés afin d'amplifier la voix des populations marginalisées pour une meilleure prise en compte de leurs besoins spécifiques.

Panel sur la santé et l'hygiène menstruelle

« En faveur d'une meilleure approche communautaire et une gestion de proximité ».

Suite à ces échanges autour de l'étude présentée par Dr. Wickler de Columbia University, le panel sur la santé et l'hygiène menstruelle a démarré et a été présidée par Dr Marie Khemesse Ngom, Directrice Générale de la Santé Publique et représentante du Ministre de la Santé et de l'Action Sociale. Dr Ngom a exprimé sa satisfaction d'échanger avec les éminents panélistes qui contribuent à la lutte multisectorielle pour l'amélioration de la santé menstruelle des femmes. D'après Dr. Ngom, il existe tout un mythe autour de la santé menstruelle. En effet, il est difficile pour les filles de s'en ouvrir aux mamans. De plus, en voyant comment l'habitat se passe au Sénégal et en Afrique, nous sommes dans une ère d'individualisme et c'est de plus en plus difficile pour les filles de gérer l'hygiène menstruelle. Avec ce type d'étude, Dr. Ngom garde l'espoir que les choses vont évoluer favorablement et que les institutions vont s'engager en mettant en avant l'approche communautaire et en menant une gestion de proximité de cette problématique. Dr. Ngom a conclu en rappelant que la santé menstruelle est une question fondamentale de droit humain.

L'hygiène menstruelle, une question de droit humain

Mme Amy Sakho, représentante de l'Association des Juristes du Sénégal (AJS) est intervenue sur comment l'approche basée sur les droits humains permet d'aborder la question de la santé menstruelle et d'adopter une approche holistique mettant en avant une vision compréhensive. Après avoir remercié la fondation Pathfinder de l'avoir conviée au panel de haut niveau, Mme Sakho a démarré son intervention en partageant une expérience vécue en tant que jeune fille. Mme Sakho raconte qu'elle avait des troubles de menstrues et devait donc s'absenter chaque mois à cause de ses règles abondantes. Elle avait peur de quitter la maison car les conditions à l'université n'étaient pas réunies et elle ne pouvait pas faire cours sans voir les habits tachetés de sang. Le risque d'abandonner les études était menaçant. Ainsi, elle se posait des questions: aurait-elle continué ses études si elle n'avait pas bénéficié d'encadrement? Y'avait t-il des filles dans la même situation qui n'avaient pas les moyens de prendre les dispositions nécessaires pour continuer les études?

Mme Sakho préconise qu'afin d'apporter des solutions pérennes à cette problématique, il est nécessaire de domestiquer les droits humains. Elle a également souligné que la COVID-19 a été une opportunité de conduire la réflexion sur comment on peut s'inspirer de l'expérience du télétravail pour relever le défi du respect de la gestion des menstrues.

Mme Sakho a rappelé que l'une des caractéristiques fondamentales des droits humains est l'interdépendance. En effet, tous les droits se valent mutuellement : le droit d'aller travailler, le droit d'aller à l'école, le droit à une bonne santé, etc. Au Sénégal, de nombreuses conventions

ont été ratifiées notamment la convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes ainsi que la loi sur la santé de la reproduction. L'égalité et la non-discrimination sont les fondements des droits et donc lorsque les femmes n'ont pas accès à ces dispositions et les conditions leur permettant de préserver leur dignité ne sont pas réunies. On peut dès lors affirmer qu'il existe une discrimination.

Avons nous des espaces qui protègent notre intimité ? Les toilettes sont-elles séparées ? Qu'en est-il du droit à la dignité ? Le droit à l'éducation, au travail, le droit à l'eau et l'assainissement ? Voilà autant de questions sur lesquelles Mme Sakho s'est interrogée car malgré les conventions et textes existants, les dispositions opérationnelles ne sont pas effectives. Mme Sakho a rappelé que les Etats signataires de ces conventions doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour les faire appliquer. De plus, elle a noté que l'hygiène menstruelle n'est pas explicitement mentionnée dans les textes juridiques. Dans la loi sur la santé de la reproduction, il est dit que toute personne a droit à l'information et à l'éducation appropriée en matière de santé de la reproduction. Cependant, la loi n'a pas encore de décret d'application et cela a un impact sur la prise en compte effective des besoins spécifiques des femmes.

D'après Mme Sakho, on gagnerait à harmoniser les conventions et protocoles réglementaires et domestiquer les dispositions en mettant en place des politiques et programmes. **Etre femme et fille et n'ayant pas ce qu'il faut pour vivre ces menstrues dans la dignité et la préservation de son intimité, la vulnérabilité est donc double.** Il faudrait également prendre en compte les besoins des personnes handicapées car les infrastructures ne sont pas adaptées et elles ne sont pas autonomes du point de vue non seulement social en raison de la forte stigmatisation et stéréotypes, mais aussi du point de vue financier. Mme Sakho s'est engagée à travailler avec les organisations dans la mouvance pour l'élaboration d'un avant projet de décret d'application allant dans le sens de la gestion de l'hygiène menstruelle.

La santé menstruelle, une question d'équité également

Mme Astou Diouf, Directrice de l'Equité du Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants est intervenue d'une part, sur les politiques préconisées pour élever la santé et l'hygiène menstruelle au rang de priorité pour l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme, et, d'autre part, sur les prochaines actions du Ministère de la Femme en faveur de la priorisation de la santé et de l'hygiène menstruelle.

Mme Diouf a dans un premier temps félicité l'Association des Juristes du Sénégal puis magnifié l'élan des organisateurs du panel qui, en dépit d'un contexte où toutes les actions sont tournées vers la COVID-19, ont eu le courage d'interpeller les acteurs sur la problématique importante de la gestion de l'hygiène menstruelle. Elle a dit partager l'importance de l'interdépendance des droits humains et la vision holistique préconisée par les panélistes.

Mme Diouf a invité les participants à reconnaître les efforts de l'État malgré les ressources limitées car, selon elle, des initiatives ont été menées et la domestication des conventions doit

être adaptée aux moyens et réalités du pays. De plus, la loi sur la santé de la reproduction adresse plusieurs dimensions relatives à l'amélioration des conditions de vie des femmes. Les contraintes administratives sont un frein dont l'État est conscient, d'où également l'importance d'associer tous les acteurs pouvant contribuer à domestiquer ces instruments juridiques dans le sens d'améliorer la santé menstruelle des femmes. Mme Diouf a affirmé que l'épanouissement des filles et des femmes est au coeur des priorités de l'État, cependant, la méconnaissance des problématiques liées à la gestion de l'hygiène menstruelle demeure un obstacle à la mise en œuvre de politiques efficaces.

Mme Diouf a ensuite souhaité attirer l'attention des participants sur une série de constats. Premièrement, le fait que la gestion de l'hygiène menstruelle constitue un frein à l'autonomisation des femmes. En effet, il existe d'après elle un cercle vicieux entre l'autonomisation des femmes dans le cadre de l'hygiène menstruelle et leur autonomie économique. Lorsque les femmes s'absentent beaucoup à l'école et que la durée moyenne d'absentéisme est de 40 jours, il y a forcément une rupture d'égalité entre les filles et garçons qui a une incidence sur la performance scolaire des filles. Deuxièmement, Mme Diouf a noté que l'emphase est surtout mise sur les adolescentes alors que les femmes adultes sont également concernées. Plusieurs études montrent que les femmes dans les marchés et lieux de travail s'absentent en période de menstrues en raison de l'absence de dispositif sanitaire. Troisièmement, Mme Diouf est revenue sur le besoin d'approfondir la réflexion sur les facteurs qui accentuent les menstrues douloureuses dont le stress et l'environnement qui peuvent également être sources de complications. Elle considère que la gestion de ces questions est une mesure d'équité fondamentale.

A la question du modérateur sur l'état des lieux en termes de priorisation de la question de l'hygiène menstruelle, Mme Diouf a répondu qu'au niveau du Ministère de la Femme, la question a été adressée à travers la stratégie d'équité qui convoque la multisectorialité. En outre, la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG 2016-2026) considère l'hygiène menstruelle comme une question d'équité dans l'analyse de situation du secteur. Au Sénégal, les études ont montré que les femmes actives sont plus dans le secteur informel (75% selon les données de 2015-2016) où l'on note une absence d'infrastructures d'hygiène ou inadaptées pour les femmes. Cet état de fait a un impact sur la participation des femmes et des filles aux activités économiques et qui pourrait réduire leur revenu voire accentuer la féminisation de la pauvreté. Au regard de tous ces facteurs, le Ministère s'est engagé à accompagner ce programme à travers la Direction de l'Équité, de l'Égalité et du Genre, l'appui de l'UNFPA et la collaboration de l'Association Santé Mobile en organisant du 23 au 29 Mai 2019 à Tambacounda le 1er Forum National sur la gestion de l'hygiène menstruelle et les pratiques néfastes corrélant une formation des formateurs avec des Clubs de Jeunes Filles leaders. Le Ministère a travaillé avec ces organisations pour inverser la tendance et accompagner les femmes dans la confection de serviettes hygiéniques par exemple.

Mme Diouf a également discuté de l'importance d'associer les hommes à la lutte. En effet, la vision du Ministère considère les hommes et les garçons comme des alliés pour un changement de comportements et d'attitudes favorables à la prise en charge de certaines problématiques qui touchent particulièrement les femmes et les filles dans une perspective de réalisation de l'égalité des sexes. Le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants met ainsi en œuvre depuis 2012 le Programme Ecole des maris qui vise la réduction de la mortalité maternelle à travers une implication effective des hommes. Cette initiative pilote qui intervient dans certains districts des régions de Tambacounda, Kédougou, Kaolack, Louga, Sédhiou et Ziguinchor a enregistré des résultats satisfaisants nécessitant un passage à l'échelle. A ce titre, le manuel de formation en cours d'élaboration destiné aux membres des écoles des maris (Pairs-maris) des bajenu-gox et autres acteurs communautaires à un module spécifique sur la gestion de l'hygiène menstruelle, qui va élargir le paquet de service de ces acteurs à cette question cruciale. A cet effet, les hommes et les garçons auront un rôle particulier afin de lutter contre les attitudes négatives et les préjugés ; communiquer des informations sur les bonnes pratiques d'hygiène menstruelle ; participer à la fabrication locale de produits d'hygiène menstruelle ; veiller à ce que les femmes et les filles aient accès et puissent offrir des protections hygiéniques.

La place de l'hygiène menstruelle est en définitive au centre des actions du Ministère. Mme Diouf a réitéré son engagement à poursuivre le dialogue avec toutes les parties prenantes afin de mettre en place un cadre de concertation multi-acteurs sur la santé menstruelle.

La gestion de l'hygiène menstruelle au coeur des politiques d'assainissement

« L'eau est la vie, l'assainissement est la dignité »

Le Directeur Général de l'Assainissement Dr Ababakar Mbaye représentant du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement a aussi salué cette approche multipartite en rappelant que la question de l'hygiène menstruelle est également une préoccupation des hommes en tant que parents et citoyens. M. Mbaye a préconisé qu'il faut considérer l'éducation menstruelle et la communication autour de la question comme des besoins permanents. Ainsi, la collaboration intersectorielle est fondamentale.

Du point de vue du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement, les aspects liés au genre sont intégrés dans la lettre de politique sectorielle. Une cellule genre a également été mise en place afin de prendre en compte les besoins des femmes dans la lettre de politique sectorielle. M. Mbaye a souligné que le programme conjoint WSSCC et ONU femmes facilite l'intégration de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les politiques d'assainissement et a permis d'intégrer des dispositifs de prise en charge de la gestion menstruelle dans les édicules publiques. De plus, la cellule genre travaille à encadrer les acteurs locaux pour la réalisation d'unités de fabrication de serviettes hygiéniques. Les aspects Information et Education Communautaire (IEC) ne sont pas encore pris en charge, cependant la Direction de l'Assainissement envisage des supports de communication pour traiter convenablement la question de l'hygiène menstruelle.

En termes de résultats en faveur de l'amélioration de la prise en compte de l'hygiène menstruelle dans les politiques publiques, Dr. Mbaye a mentionné :

- L'engagement favorable des autorités sectorielles pour la mise en place d'un cadre formel pour le pilotage et la coordination des actions de promotion de l'équité et du genre ;
- L'intégration du genre dans la politique sectorielle et de plans de travail de la Cellule genre ;
- Le financement d'activités de renforcement de capacités des acteurs aux niveaux central et régional sur la prise en compte du genre dans la planification sectorielle ;
- Le plan d'institutionnalisation du genre ;
- Un début satisfaisant de reconnaissance de la gestion de l'hygiène menstruelle dans la définition et la mise en œuvre des politiques et programmes sectoriels à travers la formation de praticiens seniors WASH, la réalisation d'études de base et la sensibilisation des décideurs ;
- L'adoption et l'amélioration du prototype de blocs sanitaires (édicules publics) défini par le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (loge-poubelle et séparation complète en box fille/garçon, couloir plus spacieux, rampe handicapés) prenant en compte la gestion de l'hygiène menstruelle dans la réalisation des ouvrages d'assainissement communautaire.

Le modérateur a ensuite interpellé M. Mbaye sur la possibilité d'envisager des réductions de frais d'eau afin de susciter l'intérêt des populations pour faire des toilettes adéquates étant donné le coût élevé de l'eau qui reste un facteur bloquant. Il a également incité la Direction de l'Assainissement représentée par M. Mbaye à envisager un tarif forfaitaire ou une politique de gratuité de l'eau dans les établissements scolaires dans le sens de l'amélioration de la gestion de l'hygiène menstruelle.

Dr. Mbaye a répondu en rappelant que des investissements structurants ont été faits car l'État a l'obligation d'accompagner les établissements scolaires et de s'assurer que ceux-ci disposent de toilettes adéquates. Il a également insisté sur le rôle des collectivités territoriales qui sont les démembrés de l'État et qui doivent s'engager dans cette discrimination positive en faveur de l'amélioration de la santé menstruelle des jeunes filles et des femmes. Dr Mbaye a conclu son intervention en soulignant l'importance d'harmoniser les politiques et de tirer les leçons de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 qui a démontré la nécessité de créer une synergie entre l'ensemble des acteurs étatiques, les collectivités territoriales et les organisations de la société civile. D'après M. Mbaye, dans le cadre de l'assainissement également, il faut passer de l'hygiène à la santé menstruelle car cela est une question de dignité humaine.

Les jeunes filles se mobilisent autour de la gestion de l'hygiène menstruelle

« A quand la gratuité des serviettes hygiéniques ? »

Le panel de haut niveau a réuni une diversité d'acteurs luttant pour l'amélioration de la santé menstruelle des jeunes filles et femmes. Des experts travaillant dans divers domaines sont intervenus, dont Mme. Awa Diassy de l'organisation Santé Mobile Kolda. L'intervention de Mme Diassy était vivement attendue en raison de l'importance de recueillir l'expérience des

jeunes filles qui ont vécu les difficultés liées à la gestion de l'hygiène menstruelle et qui sont engagées au niveau communautaire dans la lutte. Mme Diassy a partagé son expérience de jeune fille qui à l'âge de 11 ans a connu les menstrues. Elle s'est souvenue de la surprise et de l'angoisse qui l'ont submergée en raison de son manque d'information sur la gestion des menstrues. Mme Diassy a été obligée d'attendre que ses camarades rentrent afin qu'ils ne s'aperçoivent pas des taches de sang et elle ne savait pas où se procurer des serviettes hygiéniques. Elle a également dû s'absenter en raison de ses règles douloureuses. Puis, Mme Diassy a été orientée vers un centre de conseil adolescent qui lui ont donné des informations sur la gestion des menstrues. Elle a raconté que dans les zones rurales éloignées, la procuration des serviettes hygiéniques est un défi car les filles n'ont pas souvent les moyens d'en acheter donc elles utilisent des morceaux de tissus qui sont dangereux car causant un risque d'infection. Les serviettes hygiéniques réutilisables sont également contestées car de nombreuses filles ont constaté qu'elles entraînent des démangeaisons et causent dans certains cas des infections. Mme Diassy préconise la gratuité des serviettes hygiéniques comme une des solutions à cette problématique complexe. En effet, elle a affirmé que dans les zones rurales, les jeunes filles ne sont pas économiquement stables et sont confrontées à plusieurs obstacles qui nuisent à la bonne gestion de leur santé menstruelle.

A la question du modérateur sur son appréciation des croyances socio-culturelles, la stigmatisation et le tabou autour des menstrues, Mme Diassy a évoqué des cas dans certains villages où les hommes pensent que la jeune fille en menstrue ne doit pas s'approcher de la cuisine ou vaquer à des tâches ménagères. De plus, en raison de la forte stigmatisation de la société, les parents n'expliquent pas souvent à leurs jeunes filles comment gérer leurs menstrues. D'où également l'importance des centres de conseil adolescents qui peuvent aider les jeunes filles à mieux s'informer sur leur santé menstruelle.

Mme Diassy a conclu qu'en 2020, il est anormal que l'hygiène menstruelle soit encore un tabou. Elle appelle donc les parties prenantes à davantage se mobiliser pour accompagner les jeunes filles dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie ainsi qu'un meilleur accès aux serviettes hygiéniques.

Renforcer la communication et privilégier l'approche communautaire : le rôle des organisations de développement

« L'hygiène menstruelle est une question culturelle et c'est là que nous devons commencer ».

Mme Yaikah Joof, Directrice de Child Fund Sénégal-Gambie a salué la pertinence de l'intervention de Mme Diassy qui démontre que l'approche communautaire et la déconstruction des normes autour de l'hygiène menstruelle sont des questions essentielles qui méritent une réflexion approfondie.

En tant que représentante d'une ONG qui lutte pour porter la voix des sans voix, Mme Joof a rappelé qu'il faut également faire le plaidoyer afin que la problématique de la gestion de l'hygiène menstruelle intègre les budgets et politiques nationales. Mme Joof est convaincue que les actions doivent émaner de la base car les interventions ne mettant pas les communautés au centre ont démontré leurs limites. Child Fund travaille autour de l'information, la communication et l'éducation et se base sur des données fiables leur permettant de savoir ce qui se passe au niveau communautaire. La population cible de Child Fund comporte les enfants exclus et défavorisés. L'organisation accorde ainsi une importance capitale à la protection des enfants.

Mme Joof est ensuite revenue sur l'aspect important qu'est la stigmatisation. Elle considère qu'il faut travailler avec les acteurs communautaires tels que les bajenu gox (tantes des quartiers) afin de déconstruire les normes autour de l'hygiène menstruelle. En effet, il faut l'approche communautaire pour faire en sorte que la santé soit accessible. La gestion de proximité évoquée par Mme la Directrice Générale de la Santé est selon Mme Joof la clé. Il faut donc écouter et engager une communication respectueuse avec les acteurs aussi bien communautaires qu'étatiques afin de relever les défis ensemble. Mme Joof s'est engagée à d'une part, poursuivre le dialogue avec le gouvernement et les partenaires, et, d'autre part, se mobiliser autour du projet pilote avec l'Inspection d'Académie de Thiès autour de la gestion de l'hygiène menstruelle afin de pouvoir l'étendre à d'autres communautés.

En définitive rappela le modérateur, les acteurs étatiques, les universités et les organisations de la société civile attendent énormément des autorités de la santé en termes de professionnalisation de l'approche communautaire afin que la santé publique s'oriente vers la demande. Il apparaît des échanges que les communautés doivent être informées et placées au centre des actions visant à améliorer les conditions de vie des jeunes filles et des femmes.



Mme Yaikah Joof, Directrice Childfund



Mme Astou Diouf Gueye Directrice de l'équité et l'égalité du Genre représentante du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance.

Réactions des participants

Les participants ont également réagi aux interventions des panélistes. En raison du temps court, ils ont eu un temps bref pour résumer leur réaction:

- Une juriste et spécialiste en suivi-évaluation a appelé les acteurs à sensibiliser davantage les jeunes filles en leur apprenant que voir ses règles est une chose naturelle. Elle a également invité les parties prenantes à prendre en compte les personnes handicapées car son expérience dans les écoles inclusives lui a fait constater que les infrastructures sanitaires ne sont pas adaptées pour les élèves handicapés. L'intervenante a aussi évoqué l'expérience de jumelage d'élèves handicapés et valides car elle considère que cela pourrait faciliter l'accompagnement de cette couche vulnérable. Elle a conclu en invitant les acteurs à prendre en compte les questions liées aux violences subies par les femmes en période de menstrues.
- Mme Fatou Bintou Diagne, Consultante en Genre et Présidente de l'Association Santé Mobile a rappelé l'importance de renforcer la sensibilisation surtout dans les régions éloignées et en travaillant avec les clubs de jeunes filles. D'après elle, il faut que les jeunes filles sachent comment utiliser les serviettes hygiéniques et que leurs capacités à se prendre en charge soient renforcées. Elle a également salué la pertinence des interventions et insisté sur la centralité de la multisectorialité car selon elle, tous les ministères doivent s'associer à la lutte pour l'amélioration de la santé menstruelle des femmes.
- Mme Gacko est revenue sur l'expérience du Ministère dans la région de Kédougou où les femmes confectionnent et vendent les serviettes hygiéniques. Elle a affirmé que grâce au projet du Ministère, la demande en serviettes hygiéniques et informations sur la gestion menstruelle est très forte et les hommes sont également impliqués.
- La représentante de la Santé des Ados a souligné qu'il faut sensibiliser les jeunes filles car on ne les informe pas sur la gestion de leurs menstrues. Selon elle, cette problématique a un impact considérable sur leur estime de soi, d'où l'importance dans l'approche holistique d'intégrer la santé mentale car les jeunes filles constituent une couche très vulnérable. Elles doivent être accompagnées et emmenées à comprendre qu'elles sont des pourvoyeuses de vie. Il faut également éduquer les garçons afin qu'ils comprennent que les menstrues sont un phénomène physiologique. La représentante de la Santé des Ados a invité les acteurs à pousser la réflexion sur la possibilité de doter les structures d'ados de serviettes hygiéniques.
- M. André Faye du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale a rappelé que la gestion de l'hygiène menstruelle est au centre du programme WASH. Dans toutes les interventions du Ministère, l'information et la communication sont privilégiées car l'absence d'information est considérable, surtout au niveau des communautés rurales. M. Faye a souligné qu'il faudrait envisager de prendre en compte la gestion de l'hygiène menstruelle et intégrer le point GHU dans les établissements publics. Il a également évoqué l'expérience à Saraya, Kédougou où grâce aux tontines et formations du

Ministère, les femmes produisent des serviettes hygiéniques et font maintenant face à une forte demande. Il faut maintenant passer à l'échelle d'après M. Faye.

- Mme Rockaya Aïdara du WSSCC a invité les acteurs à également prendre en compte les questions relatives à la ménopause, l'endométriose, les politiques qui ciblent directement les groupes vulnérables, et les stratégies de renforcement des services de santé publique. D'après Mme. Aïdara, la gestion de l'hygiène menstruelle n'est pas suffisamment systématiquement inclusive. Il faut réfléchir à la fourniture de services aux groupes vulnérables et l'intégration de l'hygiène menstruelle dans la protection sociale. Dans le cas du Sénégal, on pourrait par exemple envisager d'étudier la mesure où la CMU intègre la santé et l'hygiène menstruelle.
- Mme Manjalé Touré, Représentante de PathFinder Cote d'Ivoire a félicité Pathfinder et le WSSCC pour avoir initié cet important dialogue autour de cette question qui est taboue. Elle s'est engagée à organiser un panel de haut niveau similaire en Côte D'Ivoire afin de sensibiliser les pouvoirs publics dans le but d'élaborer des décrets spécifiques en faveur de la gestion de l'hygiène menstruelle.

Récapitulatif des engagements

Engagement	Objet de l'engagement	Acteur
Elaboration d'un avant projet de décrets en faveur de l'effectivité des droits à l'hygiène menstruelle	Harmonisation des textes juridiques en vue de la prise en compte effective de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les politiques publiques	Association des Juristes du Sénégal (AJS)
Prise en compte de l'hygiène menstruelle dans les modules du projet de l'Ecole des Maris et extension des zones d'intervention	Passage à l'échelle du projet L'école des Maris	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants
Renforcement de la communication et du plaidoyer autour de l'amélioration de l'accès aux serviettes hygiéniques	Amélioration de l'accessibilité des serviettes hygiéniques	Santé Mobile
Dialogue avec les collectivités territoriales en faveur de la prise en compte de la gestion de l'hygiène menstruelle dans	Implication des collectivités territoriales dans la lutte pour	Direction de l'Assainissement,

l'élaboration des budgets locaux et politiques d'assainissement	l'amélioration des conditions d'assainissement	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement
Accompagnement des acteurs de la société civile dans le cadre de la gestion communautaire de l'hygiène menstruelle	Mise en oeuvre effective de l'approche communautaire	Child Fund Sénégal
Création d'une task force multisectorielle réunissant tous les acteurs concernés en vue de rendre effective la prise en compte de l'hygiène menstruelles dans les programmes et politiques publiques.	Synergie autour des parties prenantes	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale
Saisir l'opportunité de la révision du PAQUET pour adresser cette question pour sa prise en charge effective dans la politique genre du secteur de l'Education;	L'institutionnalisation de la gestion de l'hygiène menstruelle à travers sa prise en compte dans les documents de politique du Ministère de l'Education Nationale, particulièrement dans le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence de l'Education et de la Formation (PAQUET).	Ministère de l'Education Nationale

Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été marquée par les interventions des représentants du Ministère de l'Education Nationale et du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, acteurs clés dans la lutte contre les disparités dans l'accès des jeunes filles et des femmes à leurs droits à l'éducation, la santé et l'épanouissement.

Mme Traoré, chargée de la promotion de la santé de la reproduction et la lutte contre les violences faites aux filles au sein du Ministère de l'Education Nationale et par ailleurs formatrice en gestion de l'hygiène menstruelle a félicité les résultats de l'étude. Elle a également préconisé la nécessité d'une approche holistique visant à apporter des solutions durables aux questions suivantes : comment renforcer l'accès, le maintien et les performances scolaires des jeunes filles ? Comment une mauvaise gestion de l'hygiène menstruelle peut entraîner un absentéisme qui à long terme peut impacter les performances scolaires des filles ?

D'après Mme Traoré, il faut institutionnaliser la politique de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les politiques publiques et surtout dans le secteur de l'éducation. En effet, on ne peut parler de maintien et de réussite scolaire des filles sans prendre en compte cette problématique si l'on considère les effets d'une mauvaise santé et une hygiène menstruelle sur la fille à l'école : absentéisme, baisse des performances scolaires, échec, abandon, entre autres. Aussi, si l'on se

réfère au contexte scolaire, l'école ne compte pas moins de 02 millions d'adolescentes et des milliers de jeunes femmes enseignantes qui sont quotidiennement confrontées à cette problématique. Mme Traoré préconise qu'il faut agir sur trois leviers :

- L'institutionnalisation de la gestion de l'hygiène menstruelle à travers sa prise en compte dans les documents de politique du Ministère de l'Education Nationale, particulièrement dans le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence de l'Education et de la Formation (PAQUET). Il faut saisir l'opportunité de la révision du PAQUET pour adresser cette question pour sa prise en charge effective dans la politique genre du secteur de l'Education ;
- La prise en compte de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les programmes scolaires (curricula) à partir de l'élémentaire et la formation des personnels enseignants ;
- La création d'un environnement scolaire sensible à la problématique en créant les conditions favorables. Mme Traoré a insisté sur la disponibilité de l'eau et l'application dans les écoles inclusives des nouvelles normes de construction définies et appliquées par le Ministère et prenant en compte une séparation systématique des toilettes pour garçons et pour filles. Il est en effet important que les structures éducatives soient adaptées aux besoins des apprenants handicapés.

Mme Traoré a également souligné que toujours dans le cadre de la promotion de l'éducation inclusive et la lutte contre les disparités dans l'accès, le maintien et les résultats scolaires des filles, il faut pousser la réflexion sur la disponibilité de kits d'hygiène menstruelle par un mécanisme de subvention par les comités de gestion des écoles (CGE).

Afin de rendre ces mesures effectives, Mme Traoré a évoqué la nécessité d'impliquer les collectivités territoriales ainsi que les communautés dans la prise en charge de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles. D'après elle, il est important de créer une bonne synergie d'action avec tous les sectoriels concernés, la société civile, les partenaires et les organisations communautaires. La Cellule Genre du Ministère de l'Education nationale s'est donc engagée par sa voix, à porter très haut ce plaidoyer et tendu la main à tous les acteurs pour trouver des solutions durables afin que l'intégration de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les politiques publiques soit une réalité.

Suite à cette intervention riche en perspectives et recommandations, Mme la Directrice Générale de la Santé Publique Dr. Marie Khemesse Ndiaye Ngom a prononcé le discours de clôture. Dr. Ngom s'est félicitée de l'importance des travaux qui auront été marqués par une discussion approfondie sur la revue des politiques relatives à la gestion de l'hygiène menstruelle. Elle a rappelé que cette problématique s'inscrit en droite ligne de la vision du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale car la Direction de la Santé, Mère et Enfant, la Direction de l'Equité, la Cellule Santé Communautaire et la Cellule Genre sont toutes engagées afin de mener ce combat. Longtemps ignorée, la question de l'hygiène menstruelle bénéficie maintenant de l'attention internationale et occupe une place de plus en plus importante dans les politiques publiques.

Dr. Ngom a souligné que même si certes des efforts ont été notés, il reste des enjeux majeurs dont l'autonomisation des jeunes filles et des femmes, la compréhension des pesanteurs sociales et la mise en œuvre d'une vision holistique. Elle a également invité l'ensemble du réseau national de relais communautaires à s'associer à la lutte et davantage sur cette problématique importante. Après avoir réitéré son engagement pour une large diffusion des résultats de l'étude, Dr. Ngom a déclaré clôt cette importante assise mettant ainsi fin aux travaux.

Le modérateur a remercié les participants à la fois dans la salle et ceux à distance dans différents pays via le digital. Il a salué l'engagement des autorités sénégalaises à prolonger le dialogue et à mettre en œuvre les décisions suggérées. La participation de haut niveau des ministères et la présence de la Directrice Générale de la Santé constituent des facteurs de satisfaction. Après avoir félicité Dr. Ingler Wickler de Columbia University pour la qualité de l'étude ainsi que les partenaires-organisateur : Mme Rockaya Aïdara du WSSCC, l'équipe de la Fondation Pathfinder conduite par M. Ibrahima Basse, M. Oumar Touré et Dr Mbarou Gassama Mbaye, il a dit au revoir aux participants sur l'international tout en invitant ceux dans la salle à suivre la vidéo portant sur un témoignage d'une jeune femme. Il a remercié les traducteurs et les techniciens pour leur contribution au succès du dialogue de haut niveau. Il les a invité à rejoindre par la suite la tente à l'arrière de la salle où des démonstrations sur la santé menstruelles sont organisées.

Liens photos :

<https://www.dropbox.com/t/BdjoacMzRfHO1qwr>

<https://www.dropbox.com/t/rWEr3SKDVBR3ixG4>

<https://www.dropbox.com/t/rHO8NrhSPLDyx8eH>

<https://www.dropbox.com/t/rWEr3SKDVBR3ixG4>